

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2150

20 juillet 2016

SOMMAIRE

Fany S.A. SPF	103200	SINEQUANON Invest S.à r.l.	103158
FCFS Global S.à r.l.	103163	Sinvest Group	103157
FIVE Ventures	103200	SMC Development	103157
FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISE IN- TERNATIONAL Asbl.	103192	Société Financière de Trèves S.A.	103159
G-P Latin America S.à r.l.	103199	Société Immobilière Limpertsberg S.A.	103159
Immobilière Agath S.A.	103154	Sogim	103158
Immobilière Bascharage S.A.	103154	Solar Screen Holding S.A.	103158
Interstate Europe	103154	Solar Screen International S.A.	103158
Interstate Europe	103154	SOLIDUS Invest S.A.	103159
LSF 21 S.à r.l.	103185	Solutions 30 SE	103159
LSF 23 S.à r.l.	103178	Sophia Institute S.à r.l.	103159
Maison du Mozambique A.S.B.L.	103197	South III Topco S.à r.l.	103162
Saint-Gobain Abrasives S.A.	103157	Sozan Holding S.A.	103160
Samosa S.A.	103157	Sozan Holding S.A.	103161
Secapital S.à.r.l.	103156	Spain Logistics Topco S.à r.l.	103154
Seniorenzentren Deutschland Holding S.à r.l.	103160	Splach Media S.à r.l.	103155
Senior European Loan UK S.A.	103162	Springbok Luxco Limited	103155
Servadmin S.A.	103156	Star Fashion S.A.	103155
Serve Engineering S.A.	103156	Star Fashion S.A.	103161
Sevic Systems Luxembourg S.A.	103156	Sunfoss S.A.	103162
Shopping Property Fund 2 Feeder SA SICAV- SIF	103160	SYL S.A.	103161
SIG Combibloc Holdings GP S.à r.l.	103156	Taman Lux SCS 1	103161
Siland Invest S.à r.l.	103157	TowerBrook Investors IV (Luxembourg) AIV SCS	103161
Silver Asset Management Financial Services S.A.	103160	Tuscany Development S.à r.l.	103162

Interstate Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 141.872.

Les comptes annuels de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016109401/11.

(160081570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Interstate Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 141.872.

Les comptes annuels de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016109402/11.

(160081571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Immobilière Agath S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.

R.C.S. Luxembourg B 151.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2016109409/11.

(160081994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Immobilière Bascharage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.

R.C.S. Luxembourg B 167.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2016109410/11.

(160081993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Spain Logistics Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 178.913.

Les comptes annuels de la société Spain Logistics Topco S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109708/10.

(160082111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Splach Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 205.275.

Il est porté à la connaissance du public que la répartition des parts sociales formant le capital social de la société est la suivante à compter du 13 mai 2016:

- 1.250 parts sont détenues par la société elle-même; et
- 11.250 parts sont détenues par ULC Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 205725.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2016.

Pour la société

Van Campen Liem Luxembourg

Référence de publication: 2016109709/18.

(160082191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Springbok Luxco Limited, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 118.323.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 4 mai 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109710/18.

(160082461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Star Fashion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 171.801.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 19 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs de catégorie B est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109711/18.

(160082273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Secapital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**Capital social: PLN 1.017.759.000,00.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1A, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 108.305.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 2 mai 2016

Les associés acceptent la démission de Monsieur Michal ZASEPA avec effet au 1^{er} Mai 2016.Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016109726/12.

(160081866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Servadmin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 153.901.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109727/10.

(160081675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Serve Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 20, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 32.340.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2016109728/10.

(160081591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sevic Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 99.575.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016109729/10.

(160082188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

SIG Combibloc Holdings GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Munsbach, le 12 mai 2016.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016109731/12.

(160081639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Siland Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 98.182.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016109732/10.

(160081861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sinvest Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 150.841.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016109734/10.

(160081609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Saint-Gobain Abrasives S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4930 Bascharage, 190, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 6.491.

Les comptes annuels de la compagnie de Saint-Gobain au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg au titre de l'article 314 de la loi du 19 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nicolas Gouguet

Directeur Financier

Référence de publication: 2016109720/12.

(160082117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Samosa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 129.463.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016109722/12.

(160081842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

SMC Development, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 166.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016109736/10.

(160081501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

SINEQUANON Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 14.000,00.

Siège social: L-1263 Luxembourg, 1, rue Aristide Briand.

R.C.S. Luxembourg B 137.652.

—
EXTRAIT

Suite à la fusion réalisée en date du 28 décembre 2015 entre Vivalto International S.à r.l. et DC Lux S.à r.l., Vivalto International S.à r.l. reprend tous les engagements de DC Lux S.à r.l. Et ce compris le mandat de gérant dans Sinequanon Invest S.à r.l.

Dès lors:

- Les actionnaires acceptent la démission de:

* DC Lux S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, rue Aristide Briand, L-1263 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129 907; de sa fonction de gérant avec effet au 28 décembre 2015.

- Les actionnaires nomment:

* Vivalto International S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, rue Aristide Briand, L-1263 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190 328; aux fonctions de gérant et pour une durée indéterminée avec effet au 28 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 Mai 2016.

Pour Sinequanon Invest S.à r.l.

Référence de publication: 2016109733/24.

(160082158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sogim, Société Anonyme.

Siège social: L-7410 Angelsberg, 8-10, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 23.062.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016109740/10.

(160081582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Solar Screen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 188.538.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016109741/10.

(160082137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Solar Screen International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8279 Holzem, 22, route de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 22.286.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016109742/10.

(160082144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

SOLIDUS Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 112.495.

Der Gesellschaft Sitz des Rechnungskommissar AUDIEX S.A., ist mit Wirkung vom 18. April 2016:
1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.
Luxemburg, den 13 Mai 2016.
Référence de publication: 2016109744/10.
(160082009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Solutions 30 SE, Société Européenne.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 179.097.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mai 2016.
Maître Léonie GRETHEN
Notaire
Référence de publication: 2016109745/12.
(160082796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sophia Institute S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 176.553.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2016109746/10.
(160081929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Société Immobilière Limpertsberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 3, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 75.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour SOCIETE IMMOBILIERE LIMPERTSBERG S.A.
Référence de publication: 2016109738/10.
(160081666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Société Financière de Trèves S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 88.223.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 25 avril 2016
Monsieur Etienne GILLET est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.
Pour copie conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur
Référence de publication: 2016109703/12.
(160081962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Seniorenzentren Deutschland Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 150.265.

Les comptes annuels de Seniorenzentren Deutschland Holding S.à r.l., arrêtés au 31 décembre 2015 et dûment approuvés par l'assemblée générale des associés en date du 11 mai 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Pour la société Seniorenzentren Deutschland Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2016109695/13.

(160082116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

SPF 2 Feeder SA SICAV-SIF, Shopping Property Fund 2 Feeder SA SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.678.

EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle de la société en date du 10 mai 2016:

- de renouveler le mandat de la société PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 2, rue Ger Mercator, L-1014 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg soi numéro B 65.477, comme réviseur d'entreprises pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle se prononçant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2016.

Pour extrait sincère et conforme

SPF 2 FEEDER SA SICAV-SIF

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg SA

Référence de publication: 2016109696/19.

(160082316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Silver Asset Management Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.133.

Veillez noter que l'adresse de Monsieur Michel Thill, administrateur de la Société, a changé comme suit:

- Du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

- Au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016109697/11.

(160081968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sozan Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 14.004.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109707/11.

(160082475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sozan Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 14.004.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 4 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg;

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président;

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109706/19.

(160082475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Star Fashion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 171.801.

—
L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109712/11.

(160082273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

**TowerBrook Investors IV (Luxembourg) AIV SCS, Société en Commandite simple,
(anc. Taman Lux SCS 1).**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 205.012.

—
Extrait de l'avenant à l'acte constitutif de la Société daté du 16 mai 2016

Les associés de la Société ont décidé de changer le nom de la Société de Taman Lux SCS 1 en TowerBrook Investors IV (Luxembourg) AIV SCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

TowerBrook Investors IV (Luxembourg) AIV SCS

Un mandataire

Référence de publication: 2016109758/14.

(160082715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

SYL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 27.602.

—
Les documents de clôture de l'année 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016109755/10.

(160081694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Sunfoss S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 141.838.

Le bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016109754/14.

(160082103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

South III Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.209.

Les comptes annuels de la société South III Topco S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109705/10.

(160082037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Senior European Loan UK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 171.820.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016109694/10.

(160082937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Tuscany Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 138.033.

LIQUIDATION JUDICIAIRE*Extrait*

Par jugement rendu en date du 12 mai 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société Tuscany Development S.à r.l. (B138.033), avec siège social à L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale, dénoncé en date du 20 juin 2013.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge, et liquidateur Maître Beatrice GHIOCA, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 2 juin 2016 au greffe du tribunal de commerce à Luxembourg.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Pour extrait conforme

Maître Beatrice GHIOCA

Le liquidateur

Référence de publication: 2016109770/20.

(160081981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

FCFS Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 204.740.

In the year two thousand and sixteen, the thirty-first day of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

First Cash Financial Services, Inc., a corporation organised under the laws of the state of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware 19808, United States of America and registered with the Secretary of State of the State of Delaware, under number 2261082,

hereby represented by Mrs Aïcha Tazi, Maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of FCFS Global S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B204740, whose the registered office and the seat of central administration of the Company have been transferred from the State of Delaware, United States of America to the Grand Duchy of Luxembourg with effect as of 29 February 2016 and enacted pursuant to a deed of the undersigned notary dated 29 February 2016 (the "Company").

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Approval of the transfer of the place of effective management and seat of central administration (siège de l'administration centrale) of the Company to the Netherlands and the change of the Company's nationality;
2. Approval of the transfer of the registered office of the Company from 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, the Netherlands;
3. Approval of the interim accounts of the Company as at 31 March 2016.
4. Acknowledgement of the compliance with the requirements to be complied with in relation with the transfer of the registered office of the Company from 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, the Netherlands;
5. Amendment and complete restatement of the articles of association of the Company;
6. Acknowledgement and acceptance of the resignation of the current sole manager of the Company;
7. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda and the above, the sole shareholder of the Company takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

In accordance with article 199 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), the sole shareholder of the Company resolves to transfer the place of effective management and seat of central administration (siège de l'administration centrale) of the Company with immediate effect to the Netherlands and to accordingly apply to become a company registered with the Dutch Chamber of Commerce and to change the jurisdiction and the nationality of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to the Netherlands.

Second resolution

The sole shareholder of the Company further decides to transfer the registered office of the Company with immediate effect from 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, the Netherlands.

Third resolution

The sole shareholder of the Company approves the interim accounts as at 31 March 2016.

Fourth resolution

The sole shareholder of the Company confirms, as acknowledged by the undersigned notary, that all the Luxembourg steps and requirements to be complied with in order to render effective the transfer of the registered office of the Company

with immediate effect from 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, the Netherlands have been duly performed.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and completely restate the articles of association of the Company in front of a Dutch civil-law notary so as to conform them to the laws of the Netherlands. The articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

**[English Translation]
Chapter I. Definitions**

Art. 1.

1. In these articles of association the following expressions shall have the following meanings:

a. Accountant: a registered accountant or other accountant as referred to in Section 2:393 DCC or as the case may be an organisation in which such accountants work together;

b. Annual Accounts: the individual financial statements consisting of the balance sheet and profit and loss account with the explanatory notes and the consolidated financial statements if the Company draws up consolidated financial statements;

c. Authorised Persons: (i) Shareholders and (ii) usufructuaries and pledgees who are entitled to vote in accordance with article 12 paragraph 3 and 4 of these articles of association;

d. Company: the private company with limited liability FCFS Global B.V. of which the articles of association are included in this deed;

e. DCC: Dutch Civil Code;

f. General Meeting: (i) the body of the Company formed by the Authorised Persons and (ii) the meeting of Authorised Persons;

g. in writing: any communication sent by post, telefax, e-mail or by any other regular electronic device which can transmit text, unless expressly provided otherwise;

h. Management Board: the management board of the Company, consisting of one or more managing directors;

i. Shareholders: the holders of shares in the capital of the Company.

2. Unless the contrary is shown or it is manifestly intended otherwise, a reference to a concept or word in the singular includes a reference to the plural form of this concept or word and vice versa.

3. Unless the contrary is shown or it is manifestly intended otherwise, a reference to a male concept or word includes a reference to the female form of this concept or word and vice versa.

Chapter II. Name, seat, objects

Art. 2. Name and seat.

1. The name of the Company is:

FCFS Global B.V.

2. The registered seat of the Company is in Amsterdam (the Netherlands). The Company may have business offices, both in and outside of the Netherlands.

Art. 3. Objects.

1. The objects of the Company are:

a. to incorporate, to participate in any way whatsoever, to manage, to supervise, to operate and to promote enterprises, businesses, companies and other legal entities;

b. to finance businesses, companies and other legal entities;

c. to borrow, to lend and to raise funds, including the issue of bonds, promissory notes or other securities or evidence of indebtedness as well as to enter into agreements in connection with the aforementioned;

d. to supply advice and to render services to enterprises, companies and other legal entities with which the Company forms a group and to third parties;

e. to grant guarantees, to bind the Company and to pledge its assets for obligations of the enterprises, companies and other legal entities with which it forms a group and on behalf of third parties;

f. to acquire, encumber, manage, lease, exploit and finance registered property and items of property in general and to exploit, administer and exercise all rights attached to registered property and items of property in general;

g. to trade in currencies, securities and items of property in general;

h. to develop and trade in patent, trade marks, licenses, know how and other industrial property rights; and

i. to perform any and all activity of industrial, financial or commercial nature,

as well as everything pertaining to the foregoing, relating thereto or conducive thereto, all in the widest sense of the word.

2. The objects of the Company include to enhance and promote the interest of the group of companies of which the Company forms part of.

Chapter III. Capital, Register

Art. 4. Capital.

1. The capital of the Company is divided into one or more shares of one euro (EUR 1) each.
2. All shares are to be registered shares and are continuously numbered from 1.

No share certificates shall be issued.

3. At all times at least one share with voting right is or should be held by and for the account of a person other than the Company or any of its subsidiaries.

Art. 5. Register of shareholders.

1. Each Shareholder, each usufructuary and each pledgee is required to give notice to the Company of their (e-mail) address.

2. The Management Board shall keep a register in which the names and (e-mail) addresses of all Shareholders are recorded, showing the date on which they acquired the shares, the date of the acknowledgement or notification, and the amount paid on each share. The names and (e-mail) addresses of usufructuaries and pledgees, showing the date on which they acquired such rights, specifying the rights attached to the shares and the date of the acknowledgement or notification are also recorded in the register.

3. The register shall be kept accurate and up to date. All entries and notes in the register shall be signed by a managing director.

4. On application by a Shareholder, a usufructuary or a pledgee, the Management Board shall furnish an extract from the register, free of charge, insofar as it relates to his rights in a share. If a right of usufruct is vested on a share or if a share is pledged, the extract also sets forth who is entitled to exercise the voting rights attached to the share and/or who is entitled to attend the General Meeting.

5. The Management Board shall make the register available at the Company's office for inspection by the Authorised Persons.

Chapter IV. Issue of shares, Own shares

Art. 6. Issue of shares, Body of the Company competent to issue shares. Conditions of issue.

1. The issue of shares may only be effected pursuant to a resolution of the General Meeting, insofar as the General Meeting has not designated another body of the Company in this respect.

2. A resolution for the issue of shares shall stipulate the price and further conditions of issue.

Art. 7. Rights of pre-emption.

1. Upon an issue of shares, each Shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal amount of his shares, subject to the limitations set by law.

2. Prior to each single issue the right of pre-emption may be limited or excluded by the body of the Company authorised to issue.

3. The provisions in this article apply mutatis mutandis if options are granted to subscribe for shares, but do not apply to the issue of shares to someone who exercises a granted right to subscribe for shares.

Art. 8. Payment for shares.

1. At the subscription of shares, the nominal amount of such shares must be paid. The subscriber for shares and the Company may agree that only part of the nominal value of such shares must be paid up at the time of issue, or alternatively payment on such shares must be made in instalments, each after the expiration of a certain period of time or at the moment the Company claims the payment on the shares.

2. Unless another manner of payment has been agreed on, payment on a share must be made in cash. Payment in a currency other than the denominated nominal value of the shares can be made only after approval by the Company. When payment is made in a currency other than the denominated nominal value of the shares, the selling rate established by the European Central Bank on the date of the payment shall apply.

3. Payment in kind on a share requires the prior approval of the General Meeting.

Art. 9. Own shares.

1. The Management Board decides whether or not the Company acquires shares in its own capital.

2. The Company may, subject to article 4 paragraph 3 of these articles of association and the relevant provisions of the law, acquire fully paid up shares in its own capital or depository receipts thereof.

3. No voting rights may be exercised in the General Meeting for any share held by the Company or any of its subsidiaries.

4. In determining the number of votes cast by the Shareholders and to what extent the share capital is present or represented, or to what extent the share capital of the Company is provided or represented, no account is taken of shares in respect of which no vote can be cast.

Art. 10. Issue or transfer of shares, Formalities.

1. The issue or transfer of shares or the transfer of a right in rem thereon shall require a deed drawn up for that purpose, executed before a civil law notary registered in the Netherlands.

2. The transfer of shares or the transfer of a right in rem thereon also binds the Company by operation of law. Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attached to the share can only be exercised after the Company has acknowledged said legal act or said deed has been served on the Company in accordance with the relevant provisions of the law.

Chapter V. Capital reduction, Limited rights

Art. 11. Capital reduction.

1. The General Meeting may resolve to reduce the issued capital of the Company by a cancellation of shares or by reduction of the nominal value of the shares by amendment of the articles of association of the Company, with due observance of article 4 paragraph 3 of these articles of association and the relevant provisions of the law.

2. A resolution to cancel shares held by the Company itself or of which the Company holds the depository receipts, may be effected without consent of the holder of such shares or depository receipts. In all other cases the cancellation of shares requires the consent of the Shareholders involved.

3. Any reduction of the nominal value of the shares without repayment and without a release of the obligation to pay up the shares must be made pro rata to all shares of the same class. Such pro rata requirement may be waived with the consent of all Shareholders concerned.

4. Section 2:216 paragraph 2 through 4 DCC applies mutatis mutandis to a resolution to reduce the issued capital with repayment on the shares. Repayment or a release of the obligation to pay up the shares within the meaning of Section 2:208 paragraph 4 DCC, is only allowed to the extent the net assets of the Company exceed the reserves which must be maintained under the law or these articles of association.

Art. 12. Usufruct and pledge on shares.

1. A right of usufruct or a right of pledge can be vested on the shares.

2. If a share is pledged or a right of usufruct is vested on a share, the Shareholder remains entitled to exercise the voting rights.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this article, the usufructuary shall have the voting rights on the shares if so provided upon the establishment of the right of usufruct or later in time agreed in writing between the Shareholder and the usufructuary.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this article, the pledgee shall have the voting rights on the shares if so provided - either under a condition precedent or otherwise - upon the establishment of the right of pledge or later in time agreed in writing between the Shareholder and the pledgee.

5. Notwithstanding the provision of article 1 paragraph 1 under h of these articles of association, the expression "in writing" in paragraph 3 and 4 of this article means: by agreement or deed.

6. Section 2:196a DCC and 2:196b DCC apply mutatis mutandis to the written agreement or deed as referred to in paragraph 3 or 4 of this article.

Chapter VI. Blocking clause

Art. 13. No statutory restrictions as referred to in Section 2:195 DCC apply to a transfer of shares in the share capital of the Company.

Chapter VII. The Management Board

Art. 14. Management Board.

1. The Board of the Company shall consist of one or more board members A and one or more board members B.

2. The General Meeting shall fix the number of managing directors, provided that there shall always be an equal number of managing directors A and managing directors B. Managing directors B shall have their (legal) residence in the Netherlands.

Art. 15. Appointment, Suspension and dismissal.

1. The General Meeting shall appoint the board members. The General Meeting shall determine whether a board member has the title board member A or a board member B. The General Meeting may suspend or dismiss a board member at any time.

2. Every suspension may be extended one or more times, but the total term of suspension cannot exceed three (3) months. If the General Meeting does not terminate the suspension or resolve to dismiss the respective managing director within this period, the suspension ends.

3. The General Meeting shall determine the remuneration and further conditions of employment of each managing director.

Art. 16. Duties of the Management Board.

1. Subject to the restrictions imposed by these articles of association, the Management Board shall be entrusted with the management of the Company.

2. In fulfilling their duties the managing directors shall act in accordance with the corporate interest of the Company and its business.

3. The Management Board may determine - in regulations or otherwise - the specific duties each managing director will be charged with.

4. The Management Board conducts itself in accordance with the directions of the General Meeting. The Management Board is obliged to follow the directions, unless this conflicts with the best interest of the Company and its business.

Art. 17. Decision-making process.

1. Meetings of the Management Board shall be held as often as a managing director deems such necessary.

2. Each managing director has the right to cast one (1) vote in management board meetings. All resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast. If there is a tie of votes the proposal is rejected.

3. In case a managing director has a direct or indirect personal interest which conflicts with the interests of the Company and its business, such managing director will not participate in the deliberation and decision-making of the Management Board. If as a result hereof no resolution can be adopted by the Management Board, the resolution will be adopted by the General Meeting.

4. The Management Board may lay down regulations regarding its own decision-making process.

5. A managing director may be represented by another managing director authorised in writing. A managing director may not act as representative for more than one other managing director.

6. Management board meetings can be held by telephone conference, videoconference or any other electronic means of communication, provided that all managing directors can communicate with each other.

7. A managing director can attend a management board meeting by telephone conference, videoconference or any other electronic means of communication, provided this managing director can communicate with the other attending managing directors at all times and vice versa.

8. Resolutions of the Management Board may also be adopted in writing without recourse to a management board meeting, provided they are adopted by a unanimous vote of all managing directors.

Art. 18. Representation, Proxy holders.

1. The Board shall be authorised to represent the Company. The authorization to represent the Company shall also accrue to any board member A and any board member B acting jointly.

2. The Management Board may appoint persons with general or limited power to represent the Company. Each of those persons shall be competent to represent the Company with due regard to any restrictions imposed on him.

3. The Management Board can determine to grant a specific title to the persons as referred to in paragraph 2 of this article.

Art. 19. Approval of decisions of the Management Board.

1. The General Meeting is entitled to require resolutions of the Management Board to be subject to its approval. These resolutions shall be clearly specified and notified to the Management Board in writing.

2. The lack of approval referred to in paragraph 1 of this article does not affect the authority of the Management Board or its managing directors to represent the Company.

Art. 20. Absence or prevention.

1. If a board member is absent or prevented from performing his duties, the remaining board members shall be entrusted with the entire management of the Company, provided that at least one board member A and one board member B are not absent or prevented from performing their duties.

2. If all board members A, or the sole board member A are/is absent or prevented from performing their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to the person designated for that purpose by the General Meeting, together with the (temporarily) board member(s) B. This person takes all necessary steps to provide for a final measure as soon as possible.

3. If all board members B, or the sole board member B are/is absent or prevented from performing their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to the person designated for that purpose by the General Meeting, together with the (temporarily) board member(s) A. This person takes all necessary steps to provide for a final measure as soon as possible.

4. In these articles of association the expression "absent" includes the situation in which a board member cannot (temporarily) perform his duties due to suspension, missing, long-term illness or a long-term stay abroad.

Chapter VIII. Annual accounts, Profits

Art. 21. Financial year, Drawing up of the annual accounts, Accountant.

1. The financial year shall be the calendar year.
2. Annually, not later than five (5) months after the end of the financial year, unless by reason of special circumstances this term is extended by the General Meeting for a period not exceeding five (5) months, the Management Board shall draw up the Annual Accounts and make these available for inspection by the Authorised Persons at the Company's office. Within this period the Management Board also makes the annual report available for inspection by the Authorised Persons, unless the provisions of Section 2:396 paragraph 7 or Section 2:403 DCC apply.
3. The Annual Accounts shall be signed by all managing directors. If the signature of one or more of them is lacking, this shall be expressly stated and explained.
4. If the Annual Accounts provide for a dividend payment proposed by the Management Board, this proposal should be considered as approval as mentioned in article 23 paragraph 5.
5. The Company may, and if the law so requires shall, appoint an Accountant to audit the Annual Accounts.

Art. 22. Adoption of the annual accounts, Discharge, Publication.

1. The General Meeting shall adopt the Annual Accounts. Adoption of the Annual Accounts shall not automatically discharge a managing director. The General Meeting may discharge a managing director by a separate resolution.
2. If all Shareholders are managing directors of the Company, signing of the Annual Accounts by all managing directors qualifies as adoption of the Annual Accounts, provided that all Authorised Persons have had the opportunity to inspect the Annual Accounts and have given their consent to this way of adoption. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this article, the adoption as mentioned in the preceding sentence shall constitute a discharge of the managing directors.
3. The Company shall make the Annual Accounts publicly available within eight (8) days following the adoption thereof, unless a statutory exemption is applicable.

Art. 23. Profits.

1. The General Meeting is authorised to resolve to allocate the profits as determined by virtue of the adoption of the Annual Accounts.
2. The General Meeting is authorised to determine a distribution of the profits, to the extent that its net assets exceed the reserves which must be maintained under the law or the articles of association.
3. The General Meeting may, subject to and with due observance of the provisions as set out in paragraph 2 of this article and the relevant statutory provisions, resolve to distribute the reserves in whole or in part.
4. The General Meeting may, subject to and with due observance of the provisions as set out in paragraph 2 of this article and the relevant statutory provisions, resolve to pay interim-dividend.
5. Subject to and with due observance of the provisions of article 21 paragraph 4, any resolution of the General Meeting to make a distribution, as referred to in the previous paragraphs of this article, shall be without any effect until the Management Board has granted its approval to such resolution.
6. The Management Board shall only withhold the approval as referred to in paragraph 5 of this article, if the Management Board is aware or reasonably should be aware of any circumstances by virtue of which the Company cannot continue to meet its obligations after the relevant distribution.
7. Any claim of a Shareholder for payment of a distribution shall be barred after five (5) years have elapsed.

Chapter IX. General Meetings

Art. 24. General Meetings. Either one General Meeting shall be held, or the Shareholders shall resolve at least once a year in accordance with article 22 paragraph 2 or article 27 of these articles of association.

Art. 25. Convocation, Place of the meeting.

1. Authorised Persons are called to attend a General Meeting by the Management Board. Alternatively Authorised Persons are called to a General Meeting by any managing director or any Authorised Person under the obligation to notify the Management Board of such convocation.
2. General Meetings shall be convened in writing to the addresses of the Authorised Persons as set out in the shareholders' register or, with the consent of the Authorised Persons, by means of a legible and reproducible notice sent by electronic means of communication to the address provided for this purpose.
3. The convocation shall specify the subjects to be addressed in the General Meeting.
4. As to subjects brought up for discussion which were not included in the convocation, no valid resolutions can be adopted unless all Authorised Persons agree with the decision-making on these subjects and all managing directors have had the opportunity to give their advice to the General Meeting.
5. The convocation shall take place no later than on the eighth day prior to the date of the General Meeting. If the meeting has been convened less than eight (8) days before the date of the General Meeting, or if there was no convocation at all,

valid resolutions may still be adopted provided that all Authorised Persons agree with the decision-making on the subjects to discuss and all managing directors have had the opportunity to give their advice to the General Meeting.

6. General Meetings shall be held in the municipality in which the Company has its registered seat according to these articles of association.

7. General Meetings can be held elsewhere, provided that all Authorised Persons have agreed on this place of the meeting and all managing directors have had the opportunity to give their advice to the General Meeting.

Art. 26. Attending the General Meeting, Decision-making of the General Meeting.

1. Each Authorised Person shall be authorised to attend and address the General Meeting, either in person or by written proxy.

2. Each Authorised Person with the right to vote, is authorised to exercise his voting right in the General Meeting either in person or by written proxy.

3. At the discretion of the Management Board, the Management Board may create the possibility for Authorised Persons to attend, speak, participate in the deliberation and, as far as such Authorised Person has the right to vote, to exercise his voting right in the General Meeting, either in person or by proxy, through electronic means of communication. The Management Board shall determine the further rules and conditions for the aforesaid use of electronic means of communication, provided that each Authorised Person that wishes to make use of the facility contemplated in this paragraph can provide a valid form of identification to the Management Board.

All further rules and conditions determined by the Management Board must be specified in the convocation notice.

4. The Management Board may determine that each Authorised Person with the right to vote is authorised to cast his vote via electronic means of communication during a certain period prior to the General Meeting. Such period is to be decided by the Management Board, provided that this period cannot commence earlier than thirty (30) days before the day of the General Meeting. Votes cast in accordance with the previous sentence are considered equal to votes cast during the General Meeting.

5. Each Authorised Person or its representative attending the General Meeting, must sign the attendance-list. In addition the chairman identifies which Authorised Persons or representatives thereof attend and/or vote at the General Meeting through electronic means of communication.

6. Each share confers the right to cast one (1) vote in a General Meeting, notwithstanding the provisions of article 9 paragraph 3 of these articles of association.

7. Blank and invalid votes are considered not to be cast.

8. To the extent that the law or these articles of association do not require a qualified majority, all resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast.

9. The General Meeting shall itself appoint its chairman. Until that moment a managing director shall act as chairman and in the absence of such managing director the eldest person present at the meeting shall act as chairman. The chairman shall appoint the secretary of the meeting.

10. The chairman determines the voting procedure, provided that if one of the attending persons with the right to vote so requests, the voting on appointment, suspension and dismissal of persons will take place by sealed and unsigned ballots.

11. In case of a tie of votes the proposal is rejected.

12. Minutes must be kept of the proceedings of each meeting.

13. The managing directors shall, as such, have the right to attend the General Meeting and give advice in the General Meeting.

Art. 27. Resolutions outside of meetings, Records.

1. Resolutions of Shareholders may also be adopted in writing without recourse to a General Meeting, provided that all Authorised Persons gave their consent to this form of decision-making. Consent to this form of decision-making can be given by electronic means of communication. The votes shall be cast in writing. If the resolution is in writing and mentions the way in which each Shareholder cast its vote, this should be considered as voting in writing as referred to in this article.

2. The managing directors shall be given the opportunity to give prior advice on the resolutions as mentioned in paragraph 1 of this article.

3. The Management Board shall keep a record of the resolutions thus made. Each of the Shareholders must procure that the Management Board is informed in writing of the resolutions made in accordance with paragraph 1 of this article as soon as possible. The records shall be deposited at the offices of the Company for inspection by the Authorised Persons. Upon request each of them shall be provided with a copy or an extract of such record at not more than the actual costs.

Chapter X. Merger, Demerger, Conversion

Art. 28. Resolutions and proposals, Amendment of the articles of association, Dissolution, Liquidation. When a proposal to enter into a legal merger or legal demerger, to convert the Company, to amend the articles of association or to dissolve the Company is to be made to the General Meeting, this must be mentioned in the notification of the General Meeting. As regards an amendment of the articles of association, a copy of the proposal including the text of the proposed amendment

must at the same time be deposited and held available at the offices of the Company for inspection by the Authorised Persons until the end of the meeting.

Art. 29. Liquidation.

1. In the event of dissolution of the Company by virtue of a resolution of the General Meeting, the managing directors will be in charge with the liquidation of the business of the Company, unless the General Meeting appoints one or more other persons.

2. During liquidation, the provisions of these articles of association shall remain in force as far as possible.

3. The balance remaining after payment of debts shall be transferred to the Shareholders in proportion to the aggregate amount of their shareholdings.

4. After the Company has ceased to exist, the books, records and other database of the Company shall remain at the person appointed thereto by the liquidator for seven (7) years.

Final provision

The first financial year of the Company shall run up to and including the thirty-first day of December two thousand and sixteen.

Sixth resolution

The sole shareholder of the Company acknowledges and accepts the resignation of the following sole manager with effect as of the closing of the present extraordinary general meeting of the Company:

Mrs Sophie Zintzen, born on 2 December 1979 in Verviers (Belgium), having her professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

No items remaining on the agenda, the extraordinary general meeting of the Company was closed.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 4,500.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le trente et un mars.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

First Cash Financial Services, Inc., une société existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secretary of State Division of Corporations de l'Etat du Delaware, sous le numéro 2261082,

dûment représentée par Madame Aïcha Tazi, Maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de FCFS Global S.à r.l., une société à responsabilité limitée existant selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège statutaire au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B204740, dont le siège statutaire et l'administration centrale de la Société ont été transférés de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique au Grand-Duché de Luxembourg avec effet à compter du 29 février 2016 et acté en vertu d'un acte du notaire instrumentant en date du 29 février 2016 (la «Société»).

La comparante représentant l'intégralité du capital social, a prié le notaire instrumentant d'acter que l'ordre du jour de la l'assemblée générale est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du transfert du lieu de la gestion effective et du siège de l'administration centrale de la Société aux Pays-Bas et du changement de nationalité de la Société;

2. Approbation du transfert du siège social de la Société du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, les Pays-Bas;

3. Approbation des comptes intérimaires de la Société en date du 31 mars 2016.

4. Constatation du respect des conditions devant être remplies dans le cadre du transfert du siège statutaire de la Société de 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, Pays-Bas;

5. Modification et refonte complète des statuts de la Société;

6. Constatation et acceptation de la démission de l'actuel gérant unique de la Société;

7. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'associé unique de la Société adopte requiert le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à l'article 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), l'associé unique de la Société décide de transférer le lieu de la gestion effective et de l'administration centrale de la Société avec effet immédiat au Pays-Bas et de déposer une demande d'immatriculation auprès du Registre de Commerce Néerlandais et de changer la juridiction et la nationalité de la Société du Luxembourg vers les Pays-Bas.

Deuxième résolution

L'associé unique de la Société décide également de transférer le siège social de la Société avec effet immédiat du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, Pays-Bas.

Troisième résolution

L'associé unique de la Société approuve les comptes intérimaires de la Société en date du 31 mars 2016.

Quatrième résolution

L'associé unique de la Société confirme, comme il a été constaté par le notaire instrumentant, que toutes les étapes et conditions devant être remplies au Luxembourg dans le cadre du transfert du siège statutaire de la Société avec effet immédiat de 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB, Amsterdam, Pays-Bas, ont été respectés.

Cinquième résolution

L'associé unique de la Société décide de modifier et de refondre entièrement les statuts de la Société devant un notaire de résidence aux Pays-Bas afin de les mettre en conformité avec les lois des Pays-Bas. Les statuts de la Société auront la teneur suivante:

[traduction anglaise]

Chapter I. Definitions

Art. 1.

1. In these articles of association the following expressions shall have the following meanings:

a. Accountant: a registered accountant or other accountant as referred to in Section 2:393 DCC or as the case may be an organisation in which such accountants work together;

b. Annual Accounts: the individual financial statements consisting of the balance sheet and profit and loss account with the explanatory notes and the consolidated financial statements if the Company draws up consolidated financial statements;

c. Authorised Persons: (i) Shareholders and (ii) usufructuaries and pledgees who are entitled to vote in accordance with article 12 paragraph 3 and 4 of these articles of association;

d. Company: the private company with limited liability FCFS Global B.V. of which the articles of association are included in this deed;

e. DCC: Dutch Civil Code;

f. General Meeting: (i) the body of the Company formed by the Authorised Persons and (ii) the meeting of Authorised Persons;

g. in writing: any communication sent by post, telefax, e-mail or by any other regular electronic device which can transmit text, unless expressly provided otherwise;

h. Management Board: the management board of the Company, consisting of one or more managing directors;

i. Shareholders: the holders of shares in the capital of the Company.

2. Unless the contrary is shown or it is manifestly intended otherwise, a reference to a concept or word in the singular includes a reference to the plural form of this concept or word and vice versa.

3. Unless the contrary is shown or it is manifestly intended otherwise, a reference to a male concept or word includes a reference to the female form of this concept or word and vice versa.

Chapter II. Name, seat, objects

Art. 2. Name and seat.

1. The name of the Company is:
FCFS Global B.V.
2. The registered seat of the Company is in Amsterdam (the Netherlands). The Company may have business offices, both in and outside of the Netherlands.

Art. 3. Objects.

1. The objects of the Company are:
 - a. to incorporate, to participate in any way whatsoever, to manage, to supervise, to operate and to promote enterprises, businesses, companies and other legal entities;
 - b. to finance businesses, companies and other legal entities;
 - c. to borrow, to lend and to raise funds, including the issue of bonds, promissory notes or other securities or evidence of indebtedness as well as to enter into agreements in connection with the aforementioned;
 - d. to supply advice and to render services to enterprises, companies and other legal entities with which the Company forms a group and to third parties;
 - e. to grant guarantees, to bind the Company and to pledge its assets for obligations of the enterprises, companies and other legal entities with which it forms a group and on behalf of third parties;
 - f. to acquire, encumber, manage, lease, exploit and finance registered property and items of property in general and to exploit, administer and exercise all rights attached to registered property and items of property in general;
 - g. to trade in currencies, securities and items of property in general;
 - h. to develop and trade in patent, trade marks, licenses, know how and other industrial property rights; and
 - i. to perform any and all activity of industrial, financial or commercial nature,as well as everything pertaining to the foregoing, relating thereto or conducive thereto, all in the widest sense of the word.
2. The objects of the Company include to enhance and promote the interest of the group of companies of which the Company forms part of.

Chapter III. Capital. Register

Art. 4. Capital.

1. The capital of the Company is divided into one or more shares of one euro (EUR 1) each.
2. All shares are to be registered shares and are continuously numbered from 1.
No share certificates shall be issued.
3. At all times at least one share with voting right is or should be held by and for the account of a person other than the Company or any of its subsidiaries.

Art. 5. Register of shareholders.

1. Each Shareholder, each usufructuary and each pledgee is required to give notice to the Company of their (e-mail) address.
2. The Management Board shall keep a register in which the names and (e-mail) addresses of all Shareholders are recorded, showing the date on which they acquired the shares, the date of the acknowledgement or notification, and the amount paid on each share. The names and (e-mail) addresses of usufructuaries and pledgees, showing the date on which they acquired such rights, specifying the rights attached to the shares and the date of the acknowledgement or notification are also recorded in the register.
3. The register shall be kept accurate and up to date. All entries and notes in the register shall be signed by a managing director.
4. On application by a Shareholder, a usufructuary or a pledgee, the Management Board shall furnish an extract from the register, free of charge, insofar as it relates to his rights in a share. If a right of usufruct is vested on a share or if a share is pledged, the extract also sets forth who is entitled to exercise the voting rights attached to the share and/or who is entitled to attend the General Meeting.
5. The Management Board shall make the register available at the Company's office for inspection by the Authorised Persons.

Chapter IV. Issue of shares, Own shares

Art. 6. Issue of shares, Body of the Company competent to issue shares. Conditions of issue.

1. The issue of shares may only be effected pursuant to a resolution of the General Meeting, insofar as the General Meeting has not designated another body of the Company in this respect.
2. A resolution for the issue of shares shall stipulate the price and further conditions of issue.

Art. 7. Rights of pre-emption.

1. Upon an issue of shares, each Shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal amount of his shares, subject to the limitations set by law.
2. Prior to each single issue the right of pre-emption may be limited or excluded by the body of the Company authorised to issue.
3. The provisions in this article apply mutatis mutandis if options are granted to subscribe for shares, but do not apply to the issue of shares to someone who exercises a granted right to subscribe for shares.

Art. 8. Payment for shares.

1. At the subscription of shares, the nominal amount of such shares must be paid. The subscriber for shares and the Company may agree that only part of the nominal value of such shares must be paid up at the time of issue, or alternatively payment on such shares must be made in instalments, each after the expiration of a certain period of time or at the moment the Company claims the payment on the shares.
2. Unless another manner of payment has been agreed on, payment on a share must be made in cash. Payment in a currency other than the denominated nominal value of the shares can be made only after approval by the Company. When payment is made in a currency other than the denominated nominal value of the shares, the selling rate established by the European Central Bank on the date of the payment shall apply.
3. Payment in kind on a share requires the prior approval of the General Meeting.

Art. 9. Own shares.

1. The Management Board decides whether or not the Company acquires shares in its own capital.
2. The Company may, subject to article 4 paragraph 3 of these articles of association and the relevant provisions of the law, acquire fully paid up shares in its own capital or depository receipts thereof.
3. No voting rights may be exercised in the General Meeting for any share held by the Company or any of its subsidiaries.
4. In determining the number of votes cast by the Shareholders and to what extent the share capital is present or represented, or to what extent the share capital of the Company is provided or represented, no account is taken of shares in respect of which no vote can be cast.

Art. 10. Issue or transfer of shares, Formalities.

1. The issue or transfer of shares or the transfer of a right in rem thereon shall require a deed drawn up for that purpose, executed before a civil law notary registered in the Netherlands.
2. The transfer of shares or the transfer of a right in rem thereon also binds the Company by operation of law. Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attached to the share can only be exercised after the Company has acknowledged said legal act or said deed has been served on the Company in accordance with the relevant provisions of the law.

Chapter V. Capital reduction, Limited rights**Art. 11. Capital reduction.**

1. The General Meeting may resolve to reduce the issued capital of the Company by a cancellation of shares or by reduction of the nominal value of the shares by amendment of the articles of association of the Company, with due observance of article 4 paragraph 3 of these articles of association and the relevant provisions of the law.
2. A resolution to cancel shares held by the Company itself or of which the Company holds the depository receipts, may be effected without consent of the holder of such shares or depository receipts. In all other cases the cancellation of shares requires the consent of the Shareholders involved.
3. Any reduction of the nominal value of the shares without repayment and without a release of the obligation to pay up the shares must be made pro rata to all shares of the same class. Such pro rata requirement may be waived with the consent of all Shareholders concerned.
4. Section 2:216 paragraph 2 through 4 DCC applies mutatis mutandis to a resolution to reduce the issued capital with repayment on the shares. Repayment or a release of the obligation to pay up the shares within the meaning of Section 2:208 paragraph 4 DCC, is only allowed to the extent the net assets of the Company exceed the reserves which must be maintained under the law or these articles of association.

Art. 12. Usufruct and pledge on shares.

1. A right of usufruct or a right of pledge can be vested on the shares.
2. If a share is pledged or a right of usufruct is vested on a share, the Shareholder remains entitled to exercise the voting rights.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this article, the usufructuary shall have the voting rights on the shares if so provided upon the establishment of the right of usufruct or later in time agreed in writing between the Shareholder and the usufructuary.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this article, the pledgee shall have the voting rights on the shares if so provided - either under a condition precedent or otherwise - upon the establishment of the right of pledge or later in time agreed in writing between the Shareholder and the pledgee.

5. Notwithstanding the provision of article 1 paragraph 1 under h of these articles of association, the expression "in writing" in paragraph 3 and 4 of this article means: by agreement or deed.

6. Section 2:196a DCC and 2:196b DCC apply mutatis mutandis to the written agreement or deed as referred to in paragraph 3 or 4 of this article.

Chapter VI. Blocking clause

Art. 13. No statutory restrictions as referred to in Section 2:195 DCC apply to a transfer of shares in the share capital of the Company.

Chapter VII. The Management Board

Art. 14. Management Board.

1. The Board of the Company shall consist of one or more board members A and one or more board members B.

2. The General Meeting shall fix the number of managing directors, provided that there shall always be an equal number of managing directors A and managing directors B. Managing directors B shall have their (legal) residence in the Netherlands.

Art. 15. Appointment, Suspension and dismissal.

1. The General Meeting shall appoint the board members. The General Meeting shall determine whether a board member has the title board member A or a board member B. The General Meeting may suspend or dismiss a board member at any time.

2. Every suspension may be extended one or more times, but the total term of suspension cannot exceed three (3) months. If the General Meeting does not terminate the suspension or resolve to dismiss the respective managing director within this period, the suspension ends.

3. The General Meeting shall determine the remuneration and further conditions of employment of each managing director.

Art. 16. Duties of the Management Board.

1. Subject to the restrictions imposed by these articles of association, the Management Board shall be entrusted with the management of the Company.

2. In fulfilling their duties the managing directors shall act in accordance with the corporate interest of the Company and its business.

3. The Management Board may determine - in regulations or otherwise - the specific duties each managing director will be charged with.

4. The Management Board conducts itself in accordance with the directions of the General Meeting. The Management Board is obliged to follow the directions, unless this conflicts with the best interest of the Company and its business.

Art. 17. Decision-making process.

1. Meetings of the Management Board shall be held as often as a managing director deems such necessary.

2. Each managing director has the right to cast one (1) vote in management board meetings. All resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast. If there is a tie of votes the proposal is rejected.

3. In case a managing director has a direct or indirect personal interest which conflicts with the interests of the Company and its business, such managing director will not participate in the deliberation and decision-making of the Management Board. If as a result hereof no resolution can be adopted by the Management Board, the resolution will be adopted by the General Meeting.

4. The Management Board may lay down regulations regarding its own decision-making process.

5. A managing director may be represented by another managing director authorised in writing. A managing director may not act as representative for more than one other managing director.

6. Management board meetings can be held by telephone conference, videoconference or any other electronic means of communication, provided that all managing directors can communicate with each other.

7. A managing director can attend a management board meeting by telephone conference, videoconference or any other electronic means of communication, provided this managing director can communicate with the other attending managing directors at all times and vice versa.

8. Resolutions of the Management Board may also be adopted in writing without recourse to a management board meeting, provided they are adopted by a unanimous vote of all managing directors.

Art. 18. Representation, Proxy holders.

1. The Board shall be authorised to represent the Company. The authorization to represent the Company shall also accrue to any board member A and any board member B acting jointly.

2. The Management Board may appoint persons with general or limited power to represent the Company. Each of those persons shall be competent to represent the Company with due regard to any restrictions imposed on him.

3. The Management Board can determine to grant a specific title to the persons as referred to in paragraph 2 of this article.

Art. 19. Approval of decisions of the Management Board.

1. The General Meeting is entitled to require resolutions of the Management Board to be subject to its approval. These resolutions shall be clearly specified and notified to the Management Board in writing.

2. The lack of approval referred to in paragraph 1 of this article does not affect the authority of the Management Board or its managing directors to represent the Company.

Art. 20. Absence or prevention.

1. If a board member is absent or prevented from performing his duties, the remaining board members shall be entrusted with the entire management of the Company, provided that at least one board member A and one board member B are not absent or prevented from performing their duties.

2. If all board members A, or the sole board member A are/is absent or prevented from performing their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to the person designated for that purpose by the General Meeting, together with the (temporarily) board member(s) B. This person takes all necessary steps to provide for a final measure as soon as possible.

3. If all board members B, or the sole board member B are/is absent or prevented from performing their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to the person designated for that purpose by the General Meeting, together with the (temporarily) board member(s) A. This person takes all necessary steps to provide for a final measure as soon as possible.

4. In these articles of association the expression “absent” includes the situation in which a board member cannot (temporarily) perform his duties due to suspension, missing, long-term illness or a long-term stay abroad.

Chapter VIII. Annual accounts, Profits

Art. 21. Financial year, Drawing up of the annual accounts, Accountant.

1. The financial year shall be the calendar year.

2. Annually, not later than five (5) months after the end of the financial year, unless by reason of special circumstances this term is extended by the General Meeting for a period not exceeding five (5) months, the Management Board shall draw up the Annual Accounts and make these available for inspection by the Authorised Persons at the Company's office. Within this period the Management Board also makes the annual report available for inspection by the Authorised Persons, unless the provisions of Section 2:396 paragraph 7 or Section 2:403 DCC apply.

3. The Annual Accounts shall be signed by all managing directors. If the signature of one or more of them is lacking, this shall be expressly stated and explained.

4. If the Annual Accounts provide for a dividend payment proposed by the Management Board, this proposal should be considered as approval as mentioned in article 23 paragraph 5.

5. The Company may, and if the law so requires shall, appoint an Accountant to audit the Annual Accounts.

Art. 22. Adoption of the annual accounts, Discharge, Publication.

1. The General Meeting shall adopt the Annual Accounts. Adoption of the Annual Accounts shall not automatically discharge a managing director. The General Meeting may discharge a managing director by a separate resolution.

2. If all Shareholders are managing directors of the Company, signing of the Annual Accounts by all managing directors qualifies as adoption of the Annual Accounts, provided that all Authorised Persons have had the opportunity to inspect the Annual Accounts and have given their consent to this way of adoption. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this article, the adoption as mentioned in the preceding sentence shall constitute a discharge of the managing directors.

3. The Company shall make the Annual Accounts publicly available within eight (8) days following the adoption thereof, unless a statutory exemption is applicable.

Art. 23. Profits.

1. The General Meeting is authorised to resolve to allocate the profits as determined by virtue of the adoption of the Annual Accounts.

2. The General Meeting is authorised to determine a distribution of the profits, to the extent that its net assets exceed the reserves which must be maintained under the law or the articles of association.

3. The General Meeting may, subject to and with due observance of the provisions as set out in paragraph 2 of this article and the relevant statutory provisions, resolve to distribute the reserves in whole or in part.

4. The General Meeting may, subject to and with due observance of the provisions as set out in paragraph 2 of this article and the relevant statutory provisions, resolve to pay interim-dividend.

5. Subject to and with due observance of the provisions of article 21 paragraph 4, any resolution of the General Meeting to make a distribution, as referred to in the previous paragraphs of this article, shall be without any effect until the Management Board has granted its approval to such resolution.

6. The Management Board shall only withhold the approval as referred to in paragraph 5 of this article, if the Management Board is aware or reasonably should be aware of any circumstances by virtue of which the Company cannot continue to meet its obligations after the relevant distribution.

7. Any claim of a Shareholder for payment of a distribution shall be barred after five (5) years have elapsed.

Chapter IX. General Meetings

Art. 24. General Meetings. Either one General Meeting shall be held, or the Shareholders shall resolve at least once a year in accordance with article 22 paragraph 2 or article 27 of these articles of association.

Art. 25. Convocation, Place of the meeting.

1. Authorised Persons are called to attend a General Meeting by the Management Board. Alternatively Authorised Persons are called to a General Meeting by any managing director or any Authorised Person under the obligation to notify the Management Board of such convocation.

2. General Meetings shall be convened in writing to the addresses of the Authorised Persons as set out in the shareholders' register or, with the consent of the Authorised Persons, by means of a legible and reproducible notice sent by electronic means of communication to the address provided for this purpose.

3. The convocation shall specify the subjects to be addressed in the General Meeting.

4. As to subjects brought up for discussion which were not included in the convocation, no valid resolutions can be adopted unless all Authorised Persons agree with the decision-making on these subjects and all managing directors have had the opportunity to give their advice to the General Meeting.

5. The convocation shall take place no later than on the eighth day prior to the date of the General Meeting. If the meeting has been convened less than eight (8) days before the date of the General Meeting, or if there was no convocation at all, valid resolutions may still be adopted provided that all Authorised Persons agree with the decision-making on the subjects to discuss and all managing directors have had the opportunity to give their advice to the General Meeting.

6. General Meetings shall be held in the municipality in which the Company has its registered seat according to these articles of association.

7. General Meetings can be held elsewhere, provided that all Authorised Persons have agreed on this place of the meeting and all managing directors have had the opportunity to give their advice to the General Meeting.

Art. 26. Attending the General Meeting, Decision-making of the General Meeting.

1. Each Authorised Person shall be authorised to attend and address the General Meeting, either in person or by written proxy.

2. Each Authorised Person with the right to vote, is authorised to exercise his voting right in the General Meeting either in person or by written proxy.

3. At the discretion of the Management Board, the Management Board may create the possibility for Authorised Persons to attend, speak, participate in the deliberation and, as far as such Authorised Person has the right to vote, to exercise his voting right in the General Meeting, either in person or by proxy, through electronic means of communication. The Management Board shall determine the further rules and conditions for the aforesaid use of electronic means of communication, provided that each Authorised Person that wishes to make use of the facility contemplated in this paragraph can provide a valid form of identification to the Management Board.

All further rules and conditions determined by the Management Board must be specified in the convocation notice.

4. The Management Board may determine that each Authorised Person with the right to vote is authorised to cast his vote via electronic means of communication during a certain period prior to the General Meeting. Such period is to be decided by the Management Board, provided that this period cannot commence earlier than thirty (30) days before the day of the General Meeting. Votes cast in accordance with the previous sentence are considered equal to votes cast during the General Meeting.

5. Each Authorised Person or its representative attending the General Meeting, must sign the attendance-list. In addition the chairman identifies which Authorised Persons or representatives thereof attend and/or vote at the General Meeting through electronic means of communication.

6. Each share confers the right to cast one (1) vote in a General Meeting, notwithstanding the provisions of article 9 paragraph 3 of these articles of association.

7. Blank and invalid votes are considered not to be cast.

8. To the extent that the law or these articles of association do not require a qualified majority, all resolutions shall be adopted by a majority of the votes cast.

9. The General Meeting shall itself appoint its chairman. Until that moment a managing director shall act as chairman and in the absence of such managing director the eldest person present at the meeting shall act as chairman. The chairman shall appoint the secretary of the meeting.

10. The chairman determines the voting procedure, provided that if one of the attending persons with the right to vote so requests, the voting on appointment, suspension and dismissal of persons will take place by sealed and unsigned ballots.

11. In case of a tie of votes the proposal is rejected.

12. Minutes must be kept of the proceedings of each meeting.

13. The managing directors shall, as such, have the right to attend the General Meeting and give advice in the General Meeting.

Art. 27. Resolutions outside of meetings, Records.

1. Resolutions of Shareholders may also be adopted in writing without recourse to a General Meeting, provided that all Authorised Persons gave their consent to this form of decision-making. Consent to this form of decision-making can be given by electronic means of communication. The votes shall be cast in writing. If the resolution is in writing and mentions the way in which each Shareholder cast its vote, this should be considered as voting in writing as referred to in this article.

2. The managing directors shall be given the opportunity to give prior advice on the resolutions as mentioned in paragraph 1 of this article.

3. The Management Board shall keep a record of the resolutions thus made. Each of the Shareholders must procure that the Management Board is informed in writing of the resolutions made in accordance with paragraph 1 of this article as soon as possible. The records shall be deposited at the offices of the Company for inspection by the Authorised Persons. Upon request each of them shall be provided with a copy or an extract of such record at not more than the actual costs.

Chapter X. Merger, Demerger, Conversion

Art. 28. Resolutions and proposals, Amendment of the articles of association, Dissolution, Liquidation. When a proposal to enter into a legal merger or legal demerger, to convert the Company, to amend the articles of association or to dissolve the Company is to be made to the General Meeting, this must be mentioned in the notification of the General Meeting. As regards an amendment of the articles of association, a copy of the proposal including the text of the proposed amendment must at the same time be deposited and held available at the offices of the Company for inspection by the Authorised Persons until the end of the meeting.

Art. 29. Liquidation.

1. In the event of dissolution of the Company by virtue of a resolution of the General Meeting, the managing directors will be in charge with the liquidation of the business of the Company, unless the General Meeting appoints one or more other persons.

2. During liquidation, the provisions of these articles of association shall remain in force as far as possible.

3. The balance remaining after payment of debts shall be transferred to the Shareholders in proportion to the aggregate amount of their shareholdings.

4. After the Company has ceased to exist, the books, records and other database of the Company shall remain at the person appointed thereto by the liquidator for seven (7) years.

Final provision

The first financial year of the Company shall run up to and including the thirty-first day of December two thousand and sixteen.

Sixième résolution

L'associé unique de la Société constate et accepte la démission du gérant suivant et ce avec effet au jour de la fermeture de la présente assemblée générale extraordinaire de la Société:

Mme Sophie Zintzen, née le 2 décembre 1979 à Verviers (Belgique), demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison de cet acte est évalué à environ EUR 4.500,-.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. TAZI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 6 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11175. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 mai 2016.

Référence de publication: 2016116996/816.

(160091281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

LSF 23 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 206.333.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of May,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 91796,

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, employee, professionally residing at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, on 19 May 2016.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to draw up as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

" **Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity (the Laws), and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), as well as by the present articles (the Articles of Association).

Art. 2. Object. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the creation, acquisition, holding and/or disposal, in any form and by any means, of participations, rights and interests in, and obligations of, any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, and the administration, management, control and/or development of those participations, rights, interests and obligations.

The Company may, by any means whatsoever, use its funds to establish, manage, develop and/or dispose of all of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and/or dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, to participate in the creation, acquisition, development and/or control of any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, to acquire by any means, establish, own, manage, develop and/or dispose of any portfolio of securities and intellectual property rights of whatever origin and to realize them by way of sale, transfer, assignment, exchange or otherwise.

The Company may give guarantees and/or grant security in favour of third parties to secure its obligations and/or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company, pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets and grant loans, advances and/or assistance, in any form whatsoever, to its subsidiaries, affiliated companies and third parties.

The Company may take any measure and carry out any operation, including but not limited to commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with, or may favour the development of, its corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "LSF 23 S.à r.l.".

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder, or in case of plurality, of an extraordinary general meeting of its shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Bertrange by a resolution of the sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers of the Company.

The Company may establish other offices and/or branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers.

Art. 6. Subscribed capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (one hundred) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in any form whatsoever including but not limited to dividend payments or reimbursement or to allocate funds to the legal reserve.

Any contribution in cash or in kind made as capital contributions without the issuance of new shares will be booked in a "capital surplus" account (the Capital Surplus) pursuant to a resolution of the general meeting of shareholder(s). The Capital Surplus will only be available (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption, reimbursement or otherwise, to the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares to the holder(s) of shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (iii) to offset any net realised losses or (iv) to be allocated to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased or reduced at any time by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Companies Act for any amendment of these Articles of Association.

Art. 8. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and entitles to one vote at the general meetings of shareholders, as the case may be.

As far as the Company is concerned, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised in accordance with Article 179 of the Companies Act. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders of the Company.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders, does not put the Company into liquidation.

Art. 10. Board of Managers. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed, revoked and replaced by a decision of the single shareholder, or as the case may be, of the general meeting of the shareholders owning more than half of the share capital, which will determine their number and the period of their mandate.

The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the sole manager or, in case of plurality, any member of the Board of Managers.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 10 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Association to the single shareholder, or, as the case may be, the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 11. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

Art. 12. Delegation of Powers. The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers, may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine.

Written notices of any meeting of the Board of Managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting beforehand. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their votes by telephone confirmed in writing. The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the Board of Managers may also be passed in writing which resolutions will be proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager, with a majority signed in Luxembourg. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 14. Responsibilities. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter assumes all powers conferred by Laws to the general meeting of shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

Resolutions whose purpose is to amend the Articles of Association of the Company may only be adopted by a majority of shareholders representing at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the general meeting of shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers or, as the case may be, the sole manager to the shareholders.

Art. 16. Financial Year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Adoption of annual accounts. At the end of each financial year, with reference to thirty-first December, the Company's accounts are closed and are drawn up by the manager, or in case of plurality of managers, by the Board of Managers, in accordance with the Laws, who prepares, among others, an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 18. Appropriation of Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company is allocated to a statutory reserve required by law. Such allocation will cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's subscribed share capital.

Subject to the following, the single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the sole manager or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholder(s). The sole manager or, as the case may be, the Board of Managers determines the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in these Articles of Association, unless otherwise provided by Laws.

At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Laws, and in particular the Companies Act, for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Subscription and Payment

All the 100 (one hundred) shares have been subscribed and fully paid-up via contribution in cash by Lone Star Capital Investments S.à r.l., prequalified, so that the sum of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2016.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at three.

2. The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Patrick Steinhauser, legal counsel, born on 21 April 1975 in Baden-Baden, Germany, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Philippe Detournay, company director, born on 9 April 1966 in Hal, Belgium, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Philippe Jusseau, accountant, born on 16 September 1979 in Strasbourg, France, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office is established at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-trois mai,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 91796,

ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 19 mai 2016.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

« **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après, la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives (les Lois), et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) ainsi que les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Objet. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la constitution, l'acquisition, la détention et/ou la cession, sous quelque forme que ce soit et selon tous les moyens, de participations, droits et intérêts et obligations, dans toute société et entreprise luxembourgeoise et étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, droits, intérêts et obligations.

La Société peut utiliser ses fonds par tous les moyens pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, pour acquérir, investir dans et/ou vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et/ou le contrôle de toute forme de sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, pour acquérir par tout moyen, établir, détenir, gérer, développer et/ou vendre tout portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, et pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement.

La Société peut également consentir des garanties et/ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et/ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société, nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs et accorder des prêts, avances et/ou assistance, sous n'importe quelle forme, à ses filiales, sociétés affiliées et tierces parties.

La Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant mais n'étant pas limité à des opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La société est dénommée «LSF 23 S.à r.l.»

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité, de l'assemblée générale des associés de la Société.

Il peut être transféré dans la commune de Bertrange par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance de la Société.

La Société peut établir d'autres bureaux et/ou succursales à la fois dans le Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 6. Capital Social Souscrit. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel sera transféré toute prime d'émission payée sur toute part sociale en plus de sa valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société peut racheter à son/ses associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à/aux (l') associé(s), de quelque manière que ce soit, incluant mais n'étant pas limité à des paiements de dividendes ou remboursement ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Tout apport en numéraire ou en nature opéré en tant qu'apport en capital sans émission de nouvelles parts sociales sera inscrit à un compte de contribution au capital non rémunéré par des titres («Contribution au Capital») suivant une résolution de l'assemblée générale de(s) (l') associé(s). La Contribution au Capital sera uniquement disponible (i) pour des distributions, soit sous forme de dividendes, soit sous forme de rachat de parts sociales, remboursement ou autrement, au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (ii) pour être incorporé au capital social afin d'émettre des parts sociales au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (iii) pour compenser toutes pertes nettes réalisées ou (iv) pour être alloué à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Réduction de Capital. Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit suivant une décision de l'associé unique ou le cas échéant par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par ces Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices de la Société et donne droit à une voix dans les assemblées générales d'associés, le cas échéant.

A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des tiers doit être autorisé conformément à l'article 179 de la Loi de 1915. Cette autorisation n'est pas requise en cas de transfert de parts sociales à des associés de la Société.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, ou le cas échéant d'un des associés, n'entraînent pas la mise en liquidation de la Société.

Art. 10. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé(s). Le ou les gérant(s) sont nommés, révoqués et remplacés par une décision de l'associé unique, ou le cas échéant de l'assemblée

générale des associés, adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social, qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant unique, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des membres du Conseil de Gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 10.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'associé unique, ou le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation de la Société. En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un gérant quelconque.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Toute réunion du Conseil de Gérance se tient au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit à Luxembourg que le Conseil de Gérance peut de temps à autres déterminer.

Des notifications écrites de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au Conseil de Gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour auparavant. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de Gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également émettre leur vote par téléphone, moyennant une confirmation écrite. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des membres du conseil est présente ou représentée au conseil de gérance.

Les décisions du Conseil de Gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, des décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises par écrit, lesquelles décisions seront régulières et valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles décisions résulteront d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de Gérance sans exception, avec une majorité signée à Luxembourg. La date de telles résolutions circulaires sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Responsabilités. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, l'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un associé peut agir à toute assemblée des associés en nommant par écrit, par fax ou par e-mail en qualité de mandataire une autre personne qui n'a pas besoin d'être associé.

Les résolutions dont l'objet est de modifier les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel est envoyé par le Conseil de Gérance ou, le cas échéant, le gérant unique aux associés. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte des résolutions proposées.

Art. 16. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et dressés, suivant le cas, par le gérant unique ou le Conseil de Gérance, conformément aux Lois, qui, entre autres, dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Affectation des Bénéfices. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net annuel, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sous conditions de ce qui suit, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il peut/ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer comme dividende à l'associé/aux associés.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut/peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes à ou aux associé(s). Le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance déterminera/ont le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles prévues par les Statuts, sauf dispositions contraires des Lois.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui fixera/ont ses/leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions des Lois et en particulier la Loi de 1915.»

Souscription et libération

L'ensemble des 100 (cent) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par apport en numéraire par Lone Star Capital Investments S.à r.l., précitée, de sorte que la somme d'EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2016.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé pré-qualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois.
2. Sont nommés membres du conseil de gérance, pour une durée indéterminée:
 - M. Patrick Steinhauser, juriste, né à Baden-Baden, Allemagne, le 21 avril 1975 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;
 - M. Philippe Detournay, directeur de société, né à Hal, Belgique, le 9 avril 1966 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - M. Philippe Jusseau, comptable, né à Strasbourg, France, le 16 septembre 1979 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 24 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10798. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 27 mai 2016.

Référence de publication: 2016116278/381.

(160090465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2016.

LSF 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 206.331.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of May,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 91796,

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, employee, professionally residing at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, on 19 May 2016.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to draw up as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

" **Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity (the Laws), and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), as well as by the present articles (the Articles of Association).

Art. 2. Object. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the creation, acquisition, holding and/or disposal, in any form and by any means, of participations, rights and interests in, and obligations of, any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, and the administration, management, control and/or development of those participations, rights, interests and obligations.

The Company may, by any means whatsoever, use its funds to establish, manage, develop and/or dispose of all of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and/or dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, to participate in the creation, acquisition, development and/or control of any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, to acquire by any means, establish, own, manage, develop and/or dispose of any portfolio of securities and intellectual property rights of whatever origin and to realize them by way of sale, transfer, assignment, exchange or otherwise.

The Company may give guarantees and/or grant security in favour of third parties to secure its obligations and/or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company, pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets and grant loans, advances and/or assistance, in any form whatsoever, to its subsidiaries, affiliated companies and third parties.

The Company may take any measure and carry out any operation, including but not limited to commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with, or may favour the development of, its corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "LSF 21 S.à r.l."

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder, or in case of plurality, of an extraordinary general meeting of its shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Bertrange by a resolution of the sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers of the Company.

The Company may establish other offices and/or branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers.

Art. 6. Subscribed capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (one hundred) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in any form whatsoever including but not limited to dividend payments or reimbursement or to allocate funds to the legal reserve.

Any contribution in cash or in kind made as capital contributions without the issuance of new shares will be booked in a "capital surplus" account (the Capital Surplus) pursuant to a resolution of the general meeting of shareholder(s). The Capital Surplus will only be available (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption, reimbursement or otherwise, to the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares to the holder(s) of shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (iii) to offset any net realised losses or (iv) to be allocated to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased or reduced at any time by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Companies Act for any amendment of these Articles of Association.

Art. 8. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and entitles to one vote at the general meetings of shareholders, as the case may be.

As far as the Company is concerned, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised in accordance with Article 179 of the Companies Act. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders of the Company.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders, does not put the Company into liquidation.

Art. 10. Board of Managers. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed, revoked and replaced by a decision of the single shareholder, or as the case may be, of the general meeting of the shareholders owning more than half of the share capital, which will determine their number and the period of their mandate.

The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the sole manager or, in case of plurality, any member of the Board of Managers.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 10 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Association to the single shareholder, or, as the case may be, the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 11. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

Art. 12. Delegation of Powers. The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers, may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine.

Written notices of any meeting of the Board of Managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting beforehand. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their votes by telephone confirmed in writing. The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the Board of Managers may also be passed in writing which resolutions will be proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager, with a majority signed in Luxembourg. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 14. Responsibilities. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter assumes all powers conferred by Laws to the general meeting of shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

Resolutions whose purpose is to amend the Articles of Association of the Company may only be adopted by a majority of shareholders representing at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the general meeting of shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers or, as the case may be, the sole manager to the shareholders.

Art. 16. Financial Year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Adoption of annual accounts. At the end of each financial year, with reference to thirty-first December, the Company's accounts are closed and are drawn up by the manager, or in case of plurality of managers, by the Board of Managers, in accordance with the Laws, who prepares, among others, an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 18. Appropriation of Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company is allocated to a statutory reserve required by law. Such allocation will cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's subscribed share capital.

Subject to the following, the single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the sole manager or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholder(s). The sole manager or, as the case may be, the Board of Managers determines the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in these Articles of Association, unless otherwise provided by Laws.

At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Laws, and in particular the Companies Act, for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Subscription and Payment

All the 100 (one hundred) shares have been subscribed and fully paid-up via contribution in cash by Lone Star Capital Investments S.à r.l., prequalified, so that the sum of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2016.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at three.

2. The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Patrick Steinhauser, legal counsel, born on 21 April 1975 in Baden-Baden, Germany, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Philippe Detournay, company director, born on 9 April 1966 in Hal, Belgium, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Philippe Jusseau, accountant, born on 16 September 1979 in Strasbourg, France, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office is established at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-trois mai,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 91796,

ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 19 mai 2016.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

« **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après, la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives (les Lois), et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) ainsi que les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Objet. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la constitution, l'acquisition, la détention et/ou la cession, sous quelque forme que ce soit et selon tous les moyens, de participations, droits et intérêts et obligations, dans toute société et entreprise luxembourgeoise et étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, droits, intérêts et obligations.

La Société peut utiliser ses fonds par tous les moyens pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, pour acquérir, investir dans et/ou vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et/ou le contrôle de toute forme de sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, pour acquérir par tout moyen, établir, détenir, gérer, développer et/ou vendre tout portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, et pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement.

La Société peut également consentir des garanties et/ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et/ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société, nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs et accorder des prêts, avances et/ou assistance, sous n'importe quelle forme, à ses filiales, sociétés affiliées et tierces parties.

La Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant mais n'étant pas limité à des opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La société est dénommée «LSF 21 S.à r.l.»

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité, de l'assemblée générale des associés de la Société.

Il peut être transféré dans la commune de Bertrange par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance de la Société.

La Société peut établir d'autres bureaux et/ou succursales à la fois dans le Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 6. Capital Social Souscrit. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel sera transféré toute prime d'émission payée sur toute part sociale en plus de sa valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société peut racheter à son/ses associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à/aux (l') associé(s), de quelque manière que ce soit, incluant mais n'étant pas limité à des paiements de dividendes ou remboursement ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Tout apport en numéraire ou en nature opéré en tant qu'apport en capital sans émission de nouvelles parts sociales sera inscrit à un compte de contribution au capital non rémunéré par des titres («Contribution au Capital») suivant une résolution de l'assemblée générale de(s) (l') associé(s). La Contribution au Capital sera uniquement disponible (i) pour des distributions, soit sous forme de dividendes, soit sous forme de rachat de parts sociales, remboursement ou autrement, au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (ii) pour être incorporé au capital social afin d'émettre des parts sociales au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (iii) pour compenser toutes pertes nettes réalisées ou (iv) pour être alloué à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Réduction de Capital. Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit suivant une décision de l'associé unique ou le cas échéant par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par ces Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices de la Société et donne droit à une voix dans les assemblées générales d'associés, le cas échéant.

A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des tiers doit être autorisé conformément à l'article 179 de la Loi de 1915. Cette autorisation n'est pas requise en cas de transfert de parts sociales à des associés de la Société.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, ou le cas échéant d'un des associés, n'entraînent pas la mise en liquidation de la Société.

Art. 10. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé(s). Le ou les gérant(s) sont nommés, révoqués et remplacés par une décision de l'associé unique, ou le cas échéant de l'assemblée générale

des associés, adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social, qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant unique, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des membres du Conseil de Gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 10.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'associé unique, ou le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation de la Société. En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un gérant quelconque.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Toute réunion du Conseil de Gérance se tient au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit à Luxembourg que le Conseil de Gérance peut de temps à autres déterminer.

Des notifications écrites de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au Conseil de Gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour auparavant. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de Gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également émettre leur vote par téléphone, moyennant une confirmation écrite. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des membres du conseil est présente ou représentée au conseil de gérance.

Les décisions du Conseil de Gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, des décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises par écrit, lesquelles décisions seront régulières et valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles décisions résulteront d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de Gérance sans exception, avec une majorité signée à Luxembourg. La date de telles résolutions circulaires sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Responsabilités. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, l'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un associé peut agir à toute assemblée des associés en nommant par écrit, par fax ou par e-mail en qualité de mandataire une autre personne qui n'a pas besoin d'être associé.

Les résolutions dont l'objet est de modifier les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel est envoyé par le Conseil de Gérance ou, le cas échéant, le gérant unique aux associés. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte des résolutions proposées.

Art. 16. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et dressés, suivant le cas, par le gérant unique ou le Conseil de Gérance, conformément aux Lois, qui, entre autres, dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Affectation des Bénéfices. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net annuel, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sous conditions de ce qui suit, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il peut/ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer comme dividende à l'associé/aux associés.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut/peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes à ou aux associé(s). Le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance déterminera/ont le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles prévues par les Statuts, sauf dispositions contraires des Lois.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui fixera/ont ses/leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions des Lois et en particulier la Loi de 1915.».

Souscription et libération

L'ensemble des 100 (cent) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par apport en numéraire par Lone Star Capital Investments S.à r.l., précitée, de sorte que la somme d'EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2016.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé pré-qualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois.
2. Sont nommés membres du conseil de gérance, pour une durée indéterminée:
 - M. Patrick Steinhäuser, juriste, né à Baden-Baden, Allemagne, le 21 avril 1975 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;
 - M. Philippe Detournay, directeur de société, né à Hal, Belgique, le 9 avril 1966 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - M. Philippe Jusseau, comptable, né à Strasbourg, France, le 16 septembre 1979 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 24 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10796. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 27 mai 2016.

Référence de publication: 2016116277/380.

(160090407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2016.

FCE INTERNATIONAL, FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISE INTERNATIONAL Asbl., Association sans but lucratif.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg F 10.848.

—
STATUTS

I/ MEMBRES FONDATEURS	2
II/ DENOMINATION / OBJET / INDEPENDANCE / SIEGE / DUREE	3
ARTICLE 1: DÉNOMINATION	3
ARTICLE 2: OBJET	3
ARTICLE 3: INDÉPENDANCE	3
ARTICLE 4: SIÈGE SOCIAL	3
ARTICLE 5: DURÉE	3
ARTICLE 6: EXERCICE SOCIAL	3
III/ MEMBRES	4
ARTICLE 7: NOMBRE ET ADMISSION	4
ARTICLE 7-1: LES MEMBRES DE DROITS	4
ARTICLE 7-2: MEMBRES D'HONNEUR	4
ARTICLE 8: COTISATIONS	4
ARTICLE 9: RESPECT	4
ARTICLE 10: DÉMISSION	4
ARTICLE 11: EXCLUSION	5
ARTICLE 12: LISTE	5
IV/ ASSEMBLEE GENERALE	6
ARTICLE 13: COMPOSITION ET CONVOCATION	6
ARTICLE 14: DÉLIBÉRATION	6
ARTICLE 15: CONVOCATION	6
ARTICLE 16: PROPOSITION ÉCRITE	6
ARTICLE 17: DROIT DE VOTE	6
ARTICLE 18: RÉOLUTIONS	6
V/ CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
ARTICLE 19: COMPOSITION	7
ARTICLE 19-1: BUREAU	7
ARTICLE 19-2: LE PRÉSIDENT	8
ARTICLE 19-3: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	9
ARTICLE 19-4: LE TRÉSORIER GÉNÉRAL	9
ARTICLE 20: RÉUNION	9
ARTICLE 21: GESTION	10
ARTICLE 22: APPROBATION DE L'AG	10
ARTICLE 23: BÉNÉVOLAT	10
ARTICLE 24: RESSOURCES	10
VI/ MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION ET LIQUIDATION	11
ARTICLE 25: CONDITIONS	11
ARTICLE 26: PATRIMOINE EN CAS DE DISSOLUTION	11
VII/ DISPOSITIONS FINALES	12
ARTICLE 27: POINTS NON ENVISAGÉS PAR LES STATUTS	12

ARTICLE 28: RESPONSABILITÉ	12
ARTICLE 29: FORMALITÉS	12

I. Membres fondateurs

Entre les soussignés:

- Kacem AIT YALA, né le 11 mai 1953 à Sidi-Kacem (MAROC), demeurant 52, route d'Esch, L-3231 - Bettembourg, Luxembourg, exerçant la profession de Chef d'entreprise, de nationalité Algérienne,
- Hamid KADDOUR, né le 14 JUILLET 1965 à THIONVILLE, demeurant 27, rue Charles PETRE F-57000 METZ, exerçant la profession de Chef d'entreprise, de nationalité Française,
- Radhia BENABDERRAHMANE née 30 décembre 1967 à Alger, demeurant Résidence horizon bleu, B3 A2 Staoueli 16101 - Alger, exerçant la profession de Cheffe d'entreprise, de nationalité Algérienne,

Pris en leur qualité de membre de droit du Conseil d'Administration et qui peuvent, à l'unanimité de leurs voix accorder cette qualité à d'autre(s) membre(s).

est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statut l'association sans but lucratif - FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISE INTERNATIONAL Asbl, par abréviation ci-après, «FCE INTERNATIONAL».

II. Dénomination / Objet / Indépendance / Siège / Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. L'association porte la dénomination FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISE INTERNATIONAL Asbl, par abréviation ci-après «FCE INTERNATIONAL».

Art. 2. Objet. - de promouvoir le point de vue des entrepreneurs algériens sur les sujets concernant directement ou indirectement les entreprises algériennes, afin qu'elles bénéficient d'un rayonnement européen et mondial,

- de favoriser la liberté d'entreprendre, les vocations d'entrepreneurs, leur dynamisme, leur réussite et les progrès du management dans une économie mondialisée,

- de promouvoir l'esprit d'entreprise et sa diffusion dans toutes les composantes des différentes sociétés européennes et mondiales,

- d'exprimer la volonté de progrès des entrepreneurs algériens et les convictions qu'ils tirent de leur expérience nationale et Internationale sur les conditions générales du progrès économique et social,

Art.3. Indépendance. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse. L'Association créera autant que besoin des représentations dans les principaux centres d'intérêts économiques dans le monde.

Art. 4. Siège social. L'association a son siège social à Z.A Bourmicht, 7 Rue des Mérovingiens L-8070 Bertrange, Luxembourg.

Le siège social peut être transféré par simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 5. Durée. La durée de l'association est illimitée.

Art. 6. Exercice social. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

III. Membres

Art. 7. Nombre et admission. Le FCE INTERNATIONAL est composé de membres fondateurs, de membres d'honneur, et d'adhérents dont le mode d'admission, les droits et les obligations sont précisés par le règlement intérieur.

Sous réserve des dispositions requises par la législation en vigueur, la qualité de membre est conférée par décision du Bureau du FCE INTERNATIONAL. Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du Bureau à la suite d'une demande formulée de manière écrite ou verbale.

Art. 7.1. Les Membres de droits. Le Forum des Chefs d'Entreprise (FCE), avec siège en Algérie est Membre de droit de l'Association. A ce titre, il est dispensé du paiement des cotisations.

Il en va de même des trois membres fondateurs de la présente association sans but lucratif.

Art. 7.2. Membres d'Honneur. Le Président d'Honneur du FCE INTERNATIONAL est de fait le Président en exercice du FCE Algérie.

Il a un rôle moral et consultatif auprès des organes du FCE INTERNATIONAL.

Il assiste de droit à toutes les réunions de ces organes.

Le titre de Membre d'honneur est décerné pour distinguer une personnalité ayant rendu ou rendant des services notables au FCE INTERNATIONAL.

Art. 8. Cotisations. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'association, seront tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Le montant de la cotisation annuelle ne peut être inférieur à 300 euros.

Art. 9. Respect. Les membres s'engagent à respecter le principe et l'objet de l'association, ainsi que les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Art. 10. Démission. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 6 mois à compter du jour de l'échéance des cotisations tout membre n'ayant pas payé la cotisation lui incombant. Le membre démissionnaire n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 11. Exclusion. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association ou ne respectent pas les conditions émises à l'article 9 des présents statuts. À partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales. Le membre exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 12. Liste. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

IV. Assemblée générale

Art. 13. Composition et convocation. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demande par écrit en proposant un ordre du jour au conseil d'administration.

Art. 14. Délibération. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- la modification des statuts et, le cas échéant, du règlement interne;
- la nomination et révocation des administrateurs et, le cas échéant, des réviseurs de caisse;
- l'approbation des budgets et comptes;
- la dissolution de l'association;
- l'exclusion d'un membre.

Art. 15. Convocation. La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant courrier postal ou électronique devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 16. Proposition écrite. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 17. Droit de vote. Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les résolutions sont prises à majorité absolue des voix sous réserve des dispositions des articles 11 et 26. Un membre ne peut représenter qu'un seul autre membre empêché.

Art. 18. Résolutions. Les résolutions de l'assemblée générale, signées par deux membres du conseil d'administration, sont portées à la connaissance des membres et des tiers le cas échéant par voie postale ou électronique. Elles sont conservées dans un registre au siège de l'association pouvant être consulté sur demande préalable par les associés et les tiers.

V. Conseil d'administration

Art. 19. Composition. L'association est gérée par un conseil d'administration composé entre 3 et 6 membres, élus à la majorité simple des voix. La durée de leur mandat est de 5 ans renouvelable.

Les décisions du conseil d'administration sont prises de manière collégiale. Il désigne notamment parmi ses membres, le Bureau: un président, un secrétaire général et un trésorier général.

La fonction de Secrétaire Général de l'Association est assurée de droit par le Secrétaire Général du Forum des Chefs d'Entreprise - FCE Algérie ou son représentant dûment désigné.

Art. 19.1. Bureau. Le Conseil d'Administration choisit parmi les administrateurs, à main levée, un bureau composé au minimum de 3 membres dont, un président, un secrétaire général et un trésorier général.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice, ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

Les membres du Bureau sont élus pour 5 ans et peuvent être rééligibles. Toutefois et à titre transitoire, pour les 5 premières années, le Bureau est constitué de 3 membres fondateurs:

- Kacem AIT YALA, en tant que Président;
- Radhia BENABDERRAHMANE, en tant que Secrétaire Générale;
- Hamid KADDOUR, en tant que Trésorier Général.

Ces membres seront alors élus à scrutin secret.

Le Bureau dispose de tous les pouvoirs pour assurer la gestion courante de l'Association et notamment le droit d'ester en justice.

Le bureau engage valablement l'association par la signature de son Président et /ou de son Trésorier Général et / ou de son Secrétaire Générale.

Le Bureau se réunit aussi souvent que les besoins de l'Association l'exigent.

Tout membre du Bureau qui, sans excuse, n'aura pas assisté à 4 réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Les salariés de l'Association, par l'intermédiaire de leurs représentants, peuvent être invités à participer aux réunions du Bureau, avec voix consultatives.

Le Bureau peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer, particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour.

Il est dressé un procès-verbal des réunions du Bureau, signé par le Président et le Secrétaire Général.

Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le président et consignés dans un registre spécial, conservé au siège de l'Association.

Le bureau dispose également des pouvoirs du Président mentionnés à l'article 19-2.

Art. 19.2. Le Président. Le Président est élu, par l'Assemblée Générale.

La durée du mandat du président est fixée à cinq (5) années renouvelables une fois.

Les conditions d'éligibilité du Président et les modalités d'élection sont précisées par le règlement intérieur.

Le Président représente le FCE INTERNATIONAL dans tous les actes de la vie civile.

Il est chargé de:

- représenter le FCE INTERNATIONAL auprès de l'autorité publique,
- souscrire l'assurance en garantie des conséquences attachées à sa responsabilité civile,
- convoquer les organes, présider et diriger les débats,
- proposer l'ordre du jour des sessions de l'Assemblée Générale,
- animer et coordonner l'activité de l'ensemble des organes,
- établir semestriellement les bilans et synthèses sur la vie du FCE INTERNATIONAL,
- organiser l'information en direction des adhérents,
- préparer le rapport moral et financier et faire compte rendu à l'Assemblée Générale qui statue sur sa gestion,
- faire connaître à l'autorité publique compétente, toute modification des Statuts et tout changement intervenu dans l'organe de direction au plus tard 30 jours de la prise de décision,
- exercer l'autorité hiérarchique sur les travailleurs salariés.
- faire constater par le Conseil d'Administration la défaillance d'un membre du conseil exécutif et de procéder à son remplacement.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement permanent du Président, le Conseil d'Administration se réunit et doit constater la vacance du poste du président. Le doyen du Conseil d'Administration assure l'intérim durant les trois (03) mois nécessaires à la convocation de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à élire le Président.

Art. 19.3. Le Secrétaire Général. Le Président du Conseil d'Administration est assisté pour l'administration du Forum, d'un secrétariat, dirigé par un Secrétaire Général qui de fait, est le Secrétaire Général du FCE Algérie en exercice.

Il est chargé, sous l'autorité du Président du FCE INTERNATIONAL, de l'administration des affaires courantes et de veiller au bon déroulement des travaux de préparation et d'organisation matérielles des différents organes du FCE INTERNATIONAL.

A cet effet, le Secrétaire Général est chargé, notamment de:

- l'animation et de la coordination des activités de l'Association,
- la réception et l'instruction des demandes d'adhésion,
- la tenue du registre des membres et la mise à jour des cotisations,
- la gestion administrative,
- la tenue des archives.

Les attributions du Secrétaire Général sont précisées, en tant que de besoin, par le Règlement Intérieur.

Art. 19.4. Le Trésorier Général. Le Trésorier Général est chargé des questions financières et comptables. A ce titre, il assure:

- le recouvrement des cotisations,
- la gestion des fonds et la tenue de l'inventaire des biens meubles et immeubles du FCE INTERNATIONAL,
- la tenue d'une régie de menues dépenses,

- la préparation des rapports financiers.

Art. 20. Réunion. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou à la demande de la moitié de ses membres. Il ne peut valablement délibérer que si les deux-tiers de ses membres au moins sont présents ou représentés. Toute décision est prise à la majorité absolue des voix.

Art. 21. Gestion. Le conseil d'administration, par l'intermédiaire de son bureau et/ou de son Président, gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Toutefois, la gestion journalière des affaires de l'association peut être déléguée par le conseil d'administration, à l'exclusion de tous autres pouvoirs, soit à un associé, soit à un tiers.

Art. 22. Approbation de l'AG. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Art. 23. Bénévolat. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération. Ils pourront, toutefois, obtenir le remboursement des dépenses engagées pour les besoins de l'Association, sur présentation de justificatifs.

Art. 24. Ressources. Les ressources de l'association comprennent non exclusivement:

- les cotisations des membres,
- l'autofinancement
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur autorisés dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

VI. Modification des statuts, Dissolution et liquidation

Art. 25. Conditions. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts ou la dissolution de l'association que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres.

Aucune modification aux statuts ou dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; mais, dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière civile.

Toutefois, si la modification aux statuts porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés;
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix;
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière civile.

Art. 26. Patrimoine en cas de dissolution. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté, après liquidation du passif, à une association ayant des buts similaires.

VII. Dispositions finales

Art. 27. Points non envisagés par les statuts. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée, ainsi, le cas échéant, qu'au règlement interne en vigueur.

Art. 28. Responsabilité. Ni les membres du Forum des Chefs d'Entreprise International, ni le Forum des Chefs d'Entreprise en Algérie, ni leurs représentants, ne peuvent être tenus personnellement responsables des engagements de celle-ci, qui sont uniquement garantis par les actifs du Forum des Chefs d'Entreprise International.

Art. 29. Formalités. Le président, au nom du bureau, est chargé de remplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi.

Les présents statuts ont été approuvés lors de l'Assemblée Générale constitutive du 8 mai 2016.

Ils ont été établis en autant d'exemplaires que de parties intéressées, dont deux pour les formalités et un pour l'Association.

Ainsi fait à Luxembourg, le 10 mai 2016.

Les membres fondateurs

Kacem AIT YALA / Radhia BENABDERRAHMANE / Hamid KADDOUR

Le Président / La Secrétaire Générale / Le Trésorier Général

Référence de publication: 2016117014/258.

(160091031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

Maison du Mozambique A.S.B.L., Association sans but lucratif.

Siège social: L-5366 Munsbach, 131, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg F 10.845.

—
STATUTS

Chapitre I^{er}. Constitution et le but

Art. 1^{er}. Il se compose d'une association à but non lucratif composé indéterminée et le nom 131 également abrégé à Maison ou Association.

La MAISON DU MOZAMBIQUE a son siège au n° 131, rue Principale L-5366 Munsbach, Luxembourg.

Art. 2. L'Association a une portée nationale, et peut établir des bureaux régionaux lorsque cela est justifié par la réalisation de son objet ou le nombre et les qualifications de ses membres.

Art. 3. La MAISON DU MOZAMBIQUE a une autonomie administrative et financière.

Art. 4. La MAISON DU MOZAMBIQUE vise à La préservation et la promotion de l'identité du Mozambique grâce à l'intégration réussie de ses membres dans la société luxembourgeoise, la protection sociale, l'aide aux enfants et aux jeunes adultes et promouvoir des activités diverses en fonction de leur utilisation à des fins de développement économique et social. Effectuer diverses actions afin d'aider les personnes les plus démunies au Luxembourg et au Mozambique.

Art. 5. Pour atteindre ses objectifs statutaires la MAISON fera toutes les actions qui sont jugées appropriées et nécessaires, y compris: Collection de vêtements, médicaments, nourriture, livres et autres biens; Promouvoir les contacts entre ses membres; Organiser des séminaires, conférences et autres activités similaires; Cours de conduite spécialisés et des stages ou mettre à jour; Promouvoir le développement et la diffusion de l'art et la culture du Mozambique; Coopérer avec les organismes officiels, publics et privés, en particulier d'émettre un avis sur les questions qui lui sont soumis et de faire des suggestions et de prendre les initiatives qui semblent être appropriées; Collaborer avec des organisations étrangères à la poursuite de leurs objectifs statutaires.

Art. 6. L'activité de la MAISON DU MOZAMBIQUE est régie par la loi et les règlements internes prévoyant les règles de procédure à adopter dans l'exercice des compétences légales.

Chapitre II. Membres

Art. 7. Peuvent être membres de la MAISON DU MOZAMBIQUE des personnes physiques ou morales qui sont nés au Mozambique, les amis du Mozambique et les personnes qui souhaitent aider à atteindre les objectifs statutaires de la MAISON ou des projets spécifiques.

Les membres de la MAISON DU MOZAMBIQUE peuvent être:

Membres fondateurs: il s'agit de ceux qui ont participé à la constitution de l'association; ils sont désignés dans les statuts eux-mêmes ou identifiés comme signataires du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive

Membres de droit: il s'agit de ceux que la MAISON s'engage à accepter comme membres de l'association, en les dispensant de la procédure d'admission imposée aux autres catégories de membres

Membres bienfaiteurs: il s'agit de ceux qui ont accepté, afin de soutenir financièrement la MAISON DU MOZAMBIQUE, d'acquitter une cotisation d'un montant supérieur à celui dû par les membres "actifs", ou, plus simplement, les personnes qui adressent régulièrement des dons à l'association.

Membres d'honneur ou honoraires: il s'agit de ceux qui ont rendu des services particuliers à l'association; le titre de membre d'honneur peut être décerné à des membres de la MAISON ou à des personnes extérieures à l'organisme; souvent, ils sont dispensés du paiement de la cotisation

Art. 8. Toutes les demandes d'adhésion doivent être soumises à la direction de la MAISON DU MOZAMBIQUE qui doit examiner la demande et rendre une décision dans les plus brefs délais.

Art. 9. Sont droits des membres:

Participer aux activités de la MAISON DU MOZAMBIQUE;

Intervenir dans les réunions de l'Assemblée générale, discuter et voter sur toutes les résolutions;

Élire et être élu aux organes directeurs de la MAISON DU MOZAMBIQUE;

Proposer des projets et des actions à prendre par la maison

Art. 10. Sont devoirs des membres:

Tenir les obligations découlant des présents statuts et celles résultant des délibérations de la direction de la MAISON DU MOZAMBIQUE;

Exécuter les tâches pour lesquelles ils sont élus ou nommés;

Régler leurs cotisations monétaires à l'association à temps.

Art. 11. Peux laisser d'être membre les membres que:

Demande sa dissociation, par une communication écrite adressée à la Direction

Laisse derrière plus d'un an le paiement de quotas;

Ne répondent plus aux obligations légales et réglementaires ou porter atteinte aux intérêts de l'Association.

Chapitre III. Organisation et les organes directeurs

Section I. - Organisation

Art. 12. Les organes directeurs de la MAISON DU MOZAMBIQUE sont l'Assemblée générale, la Direction et le Conseil Fiscal.

Les conditions de fonctionnement des organes de l'Association, le processus électoral et la compétence de ses membres, seront analysées et approuvées par l'Assemblée générale.

Art. 13. Le mandat des membres élus ou nommés est de 3 (trois) ans renouvelable, le mandat prend fin leurs de la possession des les nouveaux membres successeurs élus.

Les renouvellements sont permis, mais chaque membre ne peut être élu ou nommé au même organisme pendant plus de cinq mandats consécutifs.

Art. 14. Le Conseil peut créer des commissions spécialisées ou des centres régionaux avec une mission spécifique dans le cadre de l'objet de l'association et soumis à une réglementation qui sera adoptée par l'Assemblée générale, ainsi que des groupes de travail pour étudier des problèmes ou des initiatives de promotion.

Section II. - Assemblée générale

Art. 15. L'Assemblée générale est l'organe délibérant supérieur de l'Association et se compose des membres en règle de leurs droits, que se réuniront pour cette effet.

Art. 16. Sont compétences de L'Assemblée générale:

Créer d'autres organes

Élire les membres de son conseil, les membres de l'administration et du Conseil de Fiscal;

Décider sur les amendements au Statut de l'Association;

Discutez des actes de la direction, du Conseil Fiscal, et en général de toutes les activités de la MAISON DU MOZAMBIQUE;

Examiner le rapport et les comptes pour l'exercice terminé à cette date, accompagnés de l'avis du Conseil fiscal;

Approuver le règlement sur le fonctionnement des organes directeurs, le processus électoral et l'admission des membres de l'Association; Décider de l'admission et l'exclusion des membres de l'Association; Décider de la dissolution de la MAISON DU MOZAMBIQUE.

Art. 17. L'assemblée générale est dirigée par un conseil composé d'un président, un vice-président et secrétaire.

L'Assemblée générale se réunit normalement deux fois par an dans une date à convenir.

L'Assemblée générale se réunit en session extraordinaire chaque fois que son président convoque de leur propre initiative, à la demande du Conseil fiscal, de la direction ou de la demande écrite de dix pour cent au moins des membres de l'Association dans le plein exercice de leurs droits.

Art. 18. Résolutions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des votes des membres présents.

Les décisions sur la dissolution ou l'extension de la MAISON DU MOZAMBIQUE nécessite le vote affirmatif des trois quarts de tous les membres présentes dans l'assemblée.

Chaque membre de l'Association, physique ou morale ayant le droit de vote doit voter il même. C'est interdit le vote par délégation.

Art. 19. Les convocations pour les réunions de l'Assemblée générale sera adressée par écrit à tous les membres de la MAISON, avec un minimum de quinze jours à l'avance ou sur l'annonce publique.

La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion et son ordre du jour.

Art. 20. La première assemblée générale doit être fait avec la présence de au moins la moitié des membres en règle de leurs droits. Si ce nombre n'est pas atteint, l'Assemblée générale le travail une demi-heure plus tard, sur deuxième convocation.

Lorsque l'Assemblée générale se réunit à la demande de les membres, doit seulement être considéré pour autant qu'ils sont présents trois quarts de ses candidats.

Section III. - Direction

Art. 21. Le Direction se compose d'un président, un vice-président, deux secrétaires et un trésorier.

Art. 22. La Direction est responsable pour:

Représenter la MAISON DU MOZAMBIQUE;

Promouvoir les activités nécessaires à l'exercice des objectifs de la MAISON DU MOZAMBIQUE;

Gérer les activités de la MAISON, l'accomplissement et l'application des dispositions de la loi et les règlements internes et les décisions de l'Assemblée générale, ainsi que d'administrer les fonds et les biens qui lui sont confiés; Développer ou promouvoir la création ou la modification des règlements internes; Préparer le rapport annuel pour l'exercice terminé; Préparer des estimations du programme de travail et budget pour l'année et donner l'exécution immédiate; Admettre les membres, les élever, les dissocier et de proposer sa suppression, conformément aux articles 6,7,8,9 et 10.

Art. 23. La Direction peut déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres, ainsi comme mandater des personnes extérieures à l'Association aux fins qu'elle juge appropriée.

Section IV. - Conseil Fiscal

Art. 24. Le Conseil Fiscal comprend un président, un rapporteur et un secrétaire.

Art. 25. Le Conseil Fiscal doit:

Examiner au moins tous les six mois, la gestion économique et financière de la Direction;

Donner des conseils sur le rapport annuel établi par la Direction pour examen à l'Assemblée générale.

Section V. - Élections

Art. 26. L'élection des membres de l'Assemblée Générale, de la Direction et du Conseil Fiscal doit se fait par scrutin secret, direct et universel et peut être utilisé les moyens comme correspondance postal et les e-mails.

L'élection est fait par vote dans les listes spécifiques pour chacun des organes, compte tenu que les candidats élus sur des les listes le plus votées.

Chapitre IV. Fonds

Art. 27. L'Association peut établir un fonds de réserve, représenté par une pourcentage des soldes annuels de la gestion des comptes, conçu pour répondre aux charges spéciales.

Art. 28. Le chiffre d'affaires de l'Association:

Contributions et toutes autres actions ou les sommes versées par ses membres ou autres;

Les subventions, legs ou des dons attribuées a la MAISON et acceptée par la Direction;

Le produit de la vente de matériel divers;

L'examen de toute autre activité qui correspond à leur mission et les pouvoirs;

Le rendement des actifs, fonds de réserve ou fonds déposés.

Art. 29. Les dépenses de l'Association sont ceux résultant de l'exercice de ses activités en conformité avec les présents statuts et règlement intérieur, et d'être imposées par la loi.

Référence de publication: 2016116291/137.

(160090962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2016.

G-P Latin America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.619.

EXTRAIT

I/ Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 6 mai 2016 que la personne suivante a démissionnée, avec effet au 6 mai 2016, de sa fonction de gérant de catégorie B de la Société:

- Monsieur Olivier Lequeue, né le 31 octobre 1978 à Schaerbeek, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II/ Il résulte également desdites résolutions que la personne suivante a été nommée, avec effet au 6 mai 2016, et pour une durée indéterminée, en qualité gérant de catégorie B de la Société:

- Monsieur Romuald Minatchy, né le 6 octobre 1982 à Colombes, France, ayant son adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Monsieur Timothy J. Berryman, né le 7 janvier 1972 à Christchurch, Nouvelle-Zélande, ayant son adresse professionnelle au 133 Peachtree Street NE, Atlanta, 30303 Georgia, États-Unis d'Amérique.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur David Aderhold, né le 5 décembre 1980 à Forbach, France, ayant son adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Monsieur Romuald Minatchy, prénommé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 mai 2016.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2016108588/33.

(160081250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

Fany S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 197.019.

Le bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016109320/14.

(160082056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

FIVE Ventures, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 134.804.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement rendu en date du 12 mai 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société FIVE VENTURES S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Me Cécilia COUSQUER

Le liquidateur

Référence de publication: 2016109331/16.

(160081001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.
